



# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/C.5/31/37/Add.1  
8 décembre 1976  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

Trente et unième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 92 de l'ordre du jour

DEC 14 1976

UN COLLECTION

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1976-1977

Exécution du budget et du programme de l'Organisation des  
Nations Unies pour l'exercice biennal 1976-1977

Rapport du Secrétaire général

Additif

Chapitre 6. Commission économique pour l'Europe

1. Au paragraphe 6.12 de l'annexe III au premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1976-1977 (A/C.5/31/37), il était indiqué que, dans sa décision G (XXXI), la Commission économique pour l'Europe demandait expressément au Secrétaire exécutif, aux principaux organes subsidiaires de la Commission et aux gouvernements de la région de poursuivre l'objectif consistant à économiser davantage et à utiliser plus efficacement l'énergie.
2. Aucun état des incidences financières n'a été présenté à la CEE au moment où elle a adopté la décision susmentionnée car on espérait qu'à court terme les ressources disponibles suffiraient pour exécuter tous les éléments du programme de travail adopté par la Commission, et notamment pour répondre aux demandes expresses formulées dans la décision citée. L'expérience a montré par la suite que la Division de l'énergie de la Commission économique pour l'Europe ne disposait pas de ressources suffisantes pour mener à bien toutes les activités inscrites au programme de travail.
3. Il est donc demandé pour l'année 1977 un poste supplémentaire de la classe P-4, dont le titulaire devra avoir des connaissances spécialisées portant sur les problèmes de la transformation des hydrocarbures et de l'utilisation des hydrocarbures et de leurs dérivés ainsi que sur les problèmes techniques connexes. Le titulaire de ce poste devrait être capable non seulement de s'occuper des problèmes relevant de sa compétence d'un point de vue technique, mais aussi de déterminer les possibilités de coopération intergouvernementale existant dans ce domaine.

4. Compte tenu de l'abattement pour délais de recrutement, le crédit demandé pour 1977 est de 22 600 dollars. Pour la totalité de l'exercice biennal, le coût de ce poste, y compris les dépenses communes de personnel, serait de 90 400 dollars.

/...

## Chapitre 9. Commission économique pour l'Afrique

5. Au chapitre 9 (Commission économique pour l'Afrique) de l'annexe III à son premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1976-1977 (A/C.5/31/37, par. 9.1 et 9.2), le Secrétaire général mentionnait les circonstances nouvelles qui avaient influé sur le programme de travail de la Commission depuis l'établissement du projet de budget pour l'exercice en cours, au début de 1975. Il était question plus précisément du plan à moyen terme révisé adopté par la Commission au début de 1976. Il était aussi indiqué, toutefois, que le programme révisé de la Commission aurait sans doute des répercussions sur les besoins de celle-ci au cours du prochain exercice biennal mais que le Secrétaire général n'avait pas jugé opportun de demander pour l'exercice en cours du personnel supplémentaire pour les services organiques.

6. Après la publication du rapport susmentionné, toutefois, le Directeur de la Division du budget a pu avoir un échange de vues approfondi avec le Secrétaire exécutif de la Commission et son Directeur des services administratifs. Il est ressorti de ces entretiens que des tâches additionnelles incomberaient à la CEA en 1977, qu'elle ne serait pas en mesure de mener à bien si elle ne disposait pas de ressources supplémentaires. Ces tâches étaient liées pour la plupart à la nécessité d'aider les pays d'Afrique à préparer les grandes conférences internationales prévues pour 1977, telles que la Conférence sur l'eau et la Conférence sur la désertification. Des dispositions devaient également être prises pour faciliter la participation active des Etats africains aux activités de la Conférence sur le droit de la mer et favoriser l'adoption des mesures voulues pour donner suite aux recommandations de la quatrième session de la CNUCED et d'Habitat.

7. Dans un exposé oral devant le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Secrétaire exécutif de la CEA a indiqué que ces tâches, qui n'étaient pas prévues au moment de la préparation du budget biennal de 1976-1977, appelaient l'application immédiate et rapide de modes d'approche simultanés et reliés entre eux dans plusieurs domaines techniques et stratégiques. Ainsi, le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général devait demander du personnel supplémentaire pour plusieurs services organiques de la Commission qui manquaient des effectifs indispensables. Toutefois, en attendant que ces besoins en personnel supplémentaire fassent l'objet d'un examen détaillé lors de la préparation du budget de 1978-1979, il est proposé de recruter du personnel temporaire. En prévision d'un recrutement rapide de ce personnel, un abattement pour délais de recrutement de 25 p. 100 seulement a été appliqué au coût des traitements. Le même abattement a été appliqué aux traitements des agents locaux. Le crédit additionnel (d'un montant total de 334 100 dollars) ainsi demandé au titre des traitements et dépenses communes de personnel, ainsi qu'il ressort du tableau 9.3 figurant dans le document A/C.5/31/37, concerne quatre programmes d'activité. On trouvera dans les paragraphes ci-après l'analyse, programme par programme, des nouvelles demandes présentées dans le présent additif.

## Développement économique général (98 000 dollars)

8. Les conférences des Nations Unies qui se sont tenues récemment au niveau régional et au niveau mondial (Habitat, la quatrième session de la CNUCED) ont adopté des recommandations très diverses concernant les mesures à prendre au

/...

niveau national ainsi que la coopération internationale. D'autres conférences qui doivent se tenir dans un proche avenir, par exemple la Conférence sur l'eau, la Conférence sur la désertification et la Conférence sur la coopération technique entre pays en développement, préconiseront elles aussi certainement l'adoption de mesures coordonnées par les Etats Membres. Pour assurer l'application des diverses décisions ainsi adoptées dans ces domaines, la CEA doit fournir un appui accru à la coopération régionale. Il est urgent, à cet effet, de renforcer le Bureau de la coopération économique. A cette fin, un poste P-5, deux postes P-4 et deux postes d'agent local sont demandés à compter du 1er janvier 1977.

Ressources naturelles (65 000 dollars)

9. Pour ce programme, il est demandé de créer deux postes d'administrateur et un poste d'agent local. Deux postes d'administrateur (1 P-5 et 1 P-4) sont demandés pour le Groupe des ressources en eau qui se compose actuellement d'un administrateur (P-3) et de deux agents locaux seulement. L'eau est une nécessité vitale en Afrique et la solution des problèmes de développement de ce continent dépend en grande partie de la mesure dans laquelle on dispose de ressources en eau suffisantes. Pour préparer la conférence régionale sur l'eau qui a eu lieu en septembre 1976, la CEA, n'ayant pas d'experts dans ce domaine, a dû faire appel à la coopération d'autres organismes et à l'assistance bilatérale. Pour appliquer les décisions qui ont été prises à la conférence régionale et celles qui seront prises à la Conférence, qui se tiendra en mars 1977, et pour préparer la Conférence sur la désertification qui aura lieu en 1977, la CEA aura besoin d'experts des questions relatives à l'eau et aux ressources en eau; c'est pourquoi on demande de créer deux postes.

10. Un poste supplémentaire d'agent local est aussi demandé pour fournir à la Division des ressources naturelles les services de secrétariat correspondants.

Administration publique (69 000 dollars)

11. Dans son rapport sur la réorganisation de la CEA, le Service de gestion administrative a recommandé de créer une Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre qui déchargerait en partie de ses fonctions l'actuelle Division des ressources humaines. Pour justifier cette recommandation on a fait valoir, outre la nécessité d'une administration publique et d'un programme de gestion financière intégré, le fait que l'administration publique et les infrastructures de développement de la main-d'oeuvre étaient d'une importance primordiale à ce stade du développement économique et social de la région. Ce fait a également été reconnu par les Etats membres de la Commission, qui ont indiqué qu'il convenait de répondre en priorité aux besoins de tous les secteurs, notamment aux besoins en main-d'oeuvre qualifiée des industries de base,

/...

et de créer des cadres de gestion ainsi que des structures et des mécanismes efficaces au niveau de l'administration centrale et locale, pour assurer de façon effective la formulation et l'exécution des programmes et des projets. Les besoins les plus urgents de la Division découleront directement, en 1977, des demandes relatives à la détermination des incidences précises, qu'auront, sur le plan de la main-d'oeuvre, les diverses activités déjà citées dans les domaines de la science et de la technique, des ressources en eau et des établissements humains.

12. En conséquence, deux nouveaux postes d'administrateur (1 D-1 et 1 P-4) et un poste d'agent local sont demandés pour 1977 en vue de renforcer la nouvelle Division.

Transports (102 100 dollars)

13. Dans le domaine des transports et des communications, des postes supplémentaires sont demandés pour des projets et activités en cours dont l'exécution n'a pu progresser ces dernières années par manque de personnel. Il s'agit, entre autres, du projet relatif au grand axe routier d'Afrique, auquel 12 mois de travail seulement ont pu être consacrés en 1977, ce qui ne suffit pas pour faire avancer de façon sensible un projet de cette ampleur, et du projet relatif à la création d'un réseau panafricain de télécommunications. Les pays de la région ont souligné qu'il importait de renforcer dès que possible les activités dans ces deux domaines. Un poste D-1, deux postes P-4 et deux postes d'agents locaux sont demandés pour permettre à la Commission de répondre à cette demande dès le début de l'année 1977.

14. Les crédits additionnels demandés au chapitre 9, tels qu'ils découlent des paragraphes ci-dessus, peuvent être résumés comme suit :

/...

Programmes	Postes					Traitements	Dépenses communes de personnel	Personnel temporaire supplémentaire
	D-1	P-5	P-4	Nombre total d'administrateurs	Agents locaux	Avec une déduction de 25 p. 100 au titre de l'abattement pour délais de recrutement		
Développement économique général (Groupe de la coopération économique)	-	1	2	3	2	70 000	28 000	98 000
Ressources naturelles (Groupe des ressources en eau)	-	1	1	2	1	46 400	18 600	65 000
Administration publique	1	-	1	2	1	49 300	19 700	69 000
Transports	1	-	2	3	2	72 900	29 200	102 100
TOTAL	2	2	6	10	6	238 600	95 500	334 100

/...

Tableau 9-1 (révisé)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. Budget ordinaire						
Crédit ouvert	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Autres changements	Total	
18 243	-	-	-	693,4	693,4	18 936,4

B. Fonds extra-budgétaires (appui technique et appui administratif)	
Origine des fonds	Montant révisé
FAO	820
FNUAP	648
Sources bilatérales	526
Fonds d'affectation spéciale pour la planification du développement	184
Frais généraux du PNUD	90
Total, B	2 268
Total, A et B	21 204,4

C. Fonds extra-budgétaires (projets opérationnels)	
Origine des fonds	Montant révisé
Sources bilatérales	2 296
PNUD	900
FNUAP	850
FISE	420
Fonds d'affectation spéciale pour la planification du développement	275
Total, C	4 741
Total, A, B et C	25 945,4

Tableau 9-2 (révisé)

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Crédit ouvert	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé pour 1976-1977
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Autres changements	Total	
I. Organes directeurs	190,5	-	-	-	-	-	190,5
II. Direction exécutive et administration	652,9	-	-	-	-	-	652,9
III. <u>Programmes d'activité :</u>							
Développement économique général	2 056,5	-	-	-	98	98	2 154,5
Ressources naturelles	847,3	-	-	-	65	65	912,3
Administration publique	177,7	-	-	-	69	69	246,7
Transports	659,4	-	-	-	102,1	102,1	761,5
Autres programmes d'activité	6 064	-	-	-	-	-	6 064
IV. <u>Appui aux programmes</u>							
Gestion des activités de coopération technique	331	-	-	-	-	-	331
Administration et services communs	5 160,2	-	-	-	359,3	359,3	5 519,5
Services de conférence	2 103,5	-	-	-	-	-	2 103,5
TOTAL	18 243	-	-	-	693,4	693,4	18 936,4



Tableau 9-3 (révisé)

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,  
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traite- ments et dépenses communes de per- sonnel	Frais de voyage	Impri- merie	Autres services contrac- tuels	Frais généraux de fonc- tionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
I. Organes directeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Direction exécutive et administration	-	-	-	-	-	-	-	-
III. <u>Programmes d'activité</u>								
Développement								
économique général	98	-	-	-	-	-	-	98
Ressources naturelles	65	-	-	-	-	-	-	65
Administration								
publique	69	-	-	-	-	-	-	69
Transports	102,1	-	-	-	-	-	-	102,1
Autres programmes d'activité	-	-	-	-	-	-	-	-
IV. <u>Appui aux programmes</u>								
Gestion des activités de coopération technique	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration et services communs	204,7	-	-	-	133,7	20,9	-	359,3
Services de conférence	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	538,8	-	-	-	133,7	20,9	-	693,4

